

Ce document est généré par PRAM uniquement pour servir d'aide aux rédacteurs afin de remplir les formulaires de publicité en deçà et au delà des seuils européens (BOAMP ou Place ou JOUE)

TRAME D'AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de prestations intellectuelles

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : ÉTAT – Ministère de l'aménagement du territoire et de la transition écologique -DREAL Bretagne

Point de contact : Nathalie GOURTAY (Responsable d'opérations routières)-Service IST DMMO

Adresse : 10, rue Maurice Fabre - L'Armorique - CS 96515

Code postal : 35065 Ville : RENNES

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0299334482

Courriel : consultation.ist.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

Coordination environnementale des travaux de mise à 2 X 2 voies de la RN164 dans le secteur de Guerlédan , dans sa section ouest entre Caurel et le lieu-dit Rossuliet

Type de marché de services : 12

Classification CPV

Objet principal : 71300000-1 Services d'ingénierie

Objet complémentaire : 71313000-5 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

Lieu d'exécution : communes de Caurel et Guerlédan (22)

Code NUTS : FR521

L'avis implique : un marché public

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Les prestations du marché concernent une mission de coordination environnementale des travaux de mise à 2 X 2 voies de la RN164 dans le secteur de Guerlédan, dans sa section ouest entre Caurel et le Rossuliet.

Le coordonateur environnemental assure la protection des enjeux environnementaux dans le cadre des travaux.

Le projet porte sur l'aménagement à 2X2 voies de la RN164 sur 11,8 km sur le secteur de Mûr de Bretagne/Guerlédan.

Un phasage des travaux a conduit à découper l'opération en trois parties qui seront réalisées dans cet ordre chronologique :

- la section ouest entre Caurel et le Rossuliet
- la section est entre le Rossuliet et Colmain, à l'exception du viaduc de Poulancré
- le viaduc de Poulancré, ouvrage d'art non courant n°7

Le présent marché concerne uniquement la section Ouest. Les principales caractéristiques des travaux de la section ouest sont ainsi :

- Défrichage et déboisement
- Réalisation des ouvrages d'arts OA6, OA5, OA4 et OA3 et leurs rétablissements, ainsi que l'ouvrage hydraulique OH5 – PPF E
- travaux de terrassement, assainissement, chaussée et équipements et OA2 et OH1 et 4.
- Réalisation de l'ouvrage d'art OA1 et ses rétablissements, les ouvrages hydrauliques OH2 – PPF B (en 2 parties) et OH3 – PPF C (en 2 parties) et les PPF-A1 et PPF-A2
- aménagements paysagers et aménagements écologiques

Les principales missions demandées dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- Analyse et avis sur les documents transmis par les entreprises de travaux.
- Vérification du respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale et de l'application du Plan de Respect de l'Environnement de l'entreprise de travaux.
- Vérification de l'absence d'espèces protégées dans les emprises au démarrage des travaux ou à certaines périodes, puis déplacement si nécessaire.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Caurel et de Guerlédan, dans les Côtes d'Armor.

À titre indicatif, la mission pourra débuter en décembre 2025, avec un démarrage prévisionnel des travaux en janvier 2026 par des premiers travaux de défrichage et de déboisement. Ce démarrage pourra néanmoins glisser, à octobre 2026, selon l'avancement des procédures. La période de travaux s'étalera sur environ 4 ans.

À titre indicatif, au stade des études de conception détaillée de niveau projet, l'estimation du coût des travaux est de 45 M€ TTC, valeur 2024.

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : CPER 2021-2027 ;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique).

- * La forme juridique du candidat.

- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire.

- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

- * L'inscription sur le registre professionnel.

- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus.

- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- * Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5).

- * Une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

* Les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité.

* Une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b).

* Les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres sur les 3 dernières années.

* L'outillage, le matériel et l'équipement technique utilisés.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

* La présentation d'une liste des prestations effectuées au cours des 3 dernières années, appuyées d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. La présentation doit indiquer le montant, la date, le lieu d'exécution et le destinataire public ou privé, et précise si elles ont été réalisées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables des prestations de même nature que celle du marché.

* Les certificats de qualifications professionnelles.

* Les certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années.

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

* L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Des compétences en environnement général, sur les thématiques zones humides et espèces protégées, en gestion de déchets et de pollution, et en assainissement sont requises.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé .

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

60 % La valeur technique

40 % Le prix des prestations

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 18/09/2025 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 270 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DREAL-BZH-RN164-GLD-CE

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * À titre indicatif, la mission pourra débuter en décembre 2025, avec un démarrage prévisionnel des travaux en janvier 2026 par des premiers travaux de défrichage et de déboisement. Selon l'avancement des procédures, un glissement du calendrier est possible, avec un démarrage à l'automne 2026. La période de travaux s'étalera sur environ 4 ans.
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DREAL_BZH_RN164_GLD_CE", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues
- * Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DREAL-BZH-RN164-GLD-CE", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Rennes
Adresse : Hôtel Bizien - 3 cours de la Motte - CS 44416
Code postal : 35065 Ville : Rennes Cedex
Pays (*autre que France*) :
Téléphone : 0223212828 Télécopieur : 0299635684
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse Internet (URL) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative).
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative).
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative).
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 5/08/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 22

Départements de rappel : 29 35 56

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Services généraux des administrations publiques

Environnement

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

45 - Travaux de construction

71 – Marchés de services

74 - Services fournis principalement aux entreprises

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : DREALBZHGLDCE